

Jean-Robert Henry

*Institut de Recherche et d'Études sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM),
CNRS/université Aix Marseille III, Aix-en-Provence*

LA MÉDITERRANÉE AU PÉRIL DE L'EUROPE

Lorsque François Perroux publie en 1954 *L'Europe sans rivages*, le titre est significatif d'une vision de l'Europe qui émerge au lendemain de la Guerre, dans un continent ruiné qui doit complètement repenser son image interne et externe et son rapport au monde. Face aux militants d'une « Petite Europe » repliée sur son « réduit continental », l'économiste estime que seule l'option mondialiste est capable de sauver la véritable Europe, celle des « cinq parties du monde », car elle converge avec une analyse moderne des réalités économiques et avec une aspiration foncière à la paix et à l'unité du monde. « Défions-nous, écrit-il, des petites Europes confectionnées sur les atlas à couleurs plates, avec des bribes d'histoire déformée, sous la pression d'un désarroi passager [...], l'Europe oublie une partie d'elle-même, si elle ne regarde pas en direction des mers »¹.

Ce débat entre « mondialistes » et « continentaux » n'a cessé de marquer, depuis un demi-siècle, tout le mouvement européen. Il éclaire la tenue de discours paradoxaux sur la « frontière » et la « solidarité » méditerranéennes, mais sous-estime les effets négatifs de la dynamique européenne sur l'espace méditerranéen.

1. L'Europe et son Sud : une dialectique d'ouverture et de fermeture

Jusqu'au milieu des années soixante-dix, l'ouverture au monde sera, pour trois principales raisons, un maître mot de la construction européenne.

D'une part, le processus d'édification européenne qui en est à sa phase initiale de Marché commun et amorce prudemment un élargissement géographique, ne se préoccupe guère encore de ses limites. L'horizon de l'accomplissement européen reste ouvert à divers scénarios, même si le pari politique du rapprochement franco-allemand est déjà le levain de cette Europe modeste et prisonnière du conflit Est-Ouest.

D'autre part, l'ouverture vers le Sud paraît d'autant plus naturelle que les liens demeurent étroits avec les colonies et anciennes colonies des pays européens. En 1957, le Traité de Rome inclut l'Algérie française, sans s'arrêter à la Méditerranée. Plus tard, le caractère essentiellement économique du processus européen favorisera la conversion des rapports coloniaux en coopération étroite avec les pays nouvellement indépendants.

Enfin, quelles que soient les modalités pratiques des rapports avec le Sud, règnent à cette époque une même vision globale du monde, une même culture du « développement ». Les « trente glorieuses » sont aussi les « décennies du développement ». Celui-ci, tout à la fois projet économique et version actualisée du mythe du progrès, insère les pays du Nord comme ceux du Sud dans un système commun de références à la modernité. Cette vision universaliste est assumée par les dirigeants européens les plus influents : l'ouverture vers le Sud leur paraît déterminante pour rechercher une voie européenne entre le bloc soviétique et l'« empire américain » ; l'Europe se veut un modèle d'organisation des rapports Nord-Sud.

Cette vision optimiste des relations internationales va être altérée, au cours des deux dernières décennies, par plusieurs données nouvelles, internes ou externes à l'Europe, dont la conjonction va entraîner une relative fermeture du rapport avec le Sud. Tout d'abord, l'échec, à la fin des années soixante-dix, du dialogue Nord-Sud et des projets de réforme de l'ordre économique international induit, au nord comme au sud de la Méditerranée, un changement progressif de l'idée de communauté internationale. La foi dans le « développement » subit une lente érosion : à l'utopie d'un « village mondial » dans lequel seraient résorbées à terme les inégalités entre les peuples, se substitue peu à peu une vision du monde mettant l'accent sur les déséquilibres irréductibles et les différences culturelles. Le *développement* n'est plus que celui du marché et cesse d'être synonyme d'un « temps commun du monde ».

Poussé à l'extrême, le désenchantement du développement conduit en Occident à l'idée d'un repli sur les zones de co-prospérité de la planète. L'humanitaire, les droits de l'homme et l'environnement deviennent les refuges fragmentaires d'une conscience de solidarité mondiale. Au Sud, la perte de confiance dans le destin universel de développement, en lequel on ne veut plus voir qu'un leurre de l'Occident, se révèle encore plus profonde. Elle nourrit des quêtes désespérées de visions alternatives du monde dont l'islamisme n'est que la plus visible.

En Méditerranée, trois grands événements ont donné en quelques années une résonance exceptionnelle à cette désespérance latente : le « changement » à l'Est, la guerre du Golfe et la crise de Yougoslavie.

On a beaucoup évoqué les effets pervers du transfert vers la Méditerranée du « mur » de

l'Est. Cette image d'un glissement des frontières de l'Europe est réductrice et ne saurait éclairer à elle seule la nouvelle réalité méditerranéenne. Pour l'Europe, il n'y a pas en fait symétrie entre l'Est et le Sud : alors qu'un horizon d'intégration se construit à l'Est, c'est seulement un horizon d'association qui inspire la vision des rapports avec le Sud. Et pour les sociétés arabomusulmanes du sud de la Méditerranée, la disparition du « camp socialiste » est celle d'une alternative au modèle occidental de modernité. Le jeu à trois termes dans l'espace méditerranéen (Occident, système socialiste, monde arabe) qui autorisait de nombreuses combinaisons politiques et idéologiques, tout en restant inscrit dans un destin commun, se trouve réduit à une opposition binaire, grossièrement ethno-religieuse, entre un Occident élargi vers l'Est et un monde arabo-musulman en pleine crise d'identité.

La guerre du Golfe a radicalisé cette opposition, réislamisant de l'intérieur et de l'extérieur le panarabisme et faisant du conflit une « guerre des cultures » et des religions. Le durcissement de ce conflit, puis la victoire américaine, appuyée par les pays arabes traditionalistes, ont ramené les rapports entre l'Occident et le monde arabe à des schémas archaïques qui banalisent le retour au religieux dans la perception des relations internationales. Après la crise du pétrole et l'échec du Nouvel ordre économique international dans les années soixante-dix, c'est la deuxième défaite que subit l'idéologie du nationalisme arabe moderne. Désormais, les sociétés du sud de la Méditerranée sont renvoyées à un registre culturel étroit pour exprimer tout à la fois leur vision du monde, leur sensibilité collective, et leur façon d'être présentes sur la scène mondiale.

Le conflit yougoslave a eu des effets plus complexes. Il a accru la tension politique et interethnique en Méditerranée. Mais le jeu des alliances et des solidarités historiques n'a pas toujours reflété un clivage culturel et religieux binaire. Si les pays du sud de la Méditerranée se sont montrés globalement solidaires des musulmans bosniaques et si les Russes ont réagi, comme au XIX^e siècle, sur un registre panslave, les Européens n'ont pas tous joué des solidarités religieuses. C'est ce qu'illustre bien le cas français : gouvernants et opinion publique ont longtemps manifesté une attitude plus favorable aux Bosniaques qu'aux autres protagonistes. Néanmoins, la reconnaissance d'un État musulman en Europe reste exclue, comme le montre la combinaison imaginée par les Américains, avec l'appui des Européens, pour englober les musulmans de Bosnie dans une fédération artificielle.

Ces nuances ne renversent pas la tendance générale. Il est clair que domine aujourd'hui, sous l'effet de différents facteurs, une vision des relations internationales centrée sur l'affrontement des cultures, dans laquelle se confondent fantasmes populaires, propos savants et stratégies politiques. L'archétype en est la célèbre et simpliste analyse de Samuel Huntington sur *The Clash of Civilizations* (1993). Ramenant toute interaction entre civilisations à une logique de conflit, il désigne les cultures hostiles à l'Occident — avec au premier rang, l'islam —, et les lieux d'affrontements que seraient les frontières civilisationnelles, particulièrement en Méditerranée. Enfin, très logiquement, il légitime les stratégies défensives, politiques et surtout militaires, à adopter par les acteurs responsables.

Mais il ne faut pas rechercher seulement des causes externes à ce qui se passe en Méditer-

ranée. La dynamique européenne est aussi en cause, car elle pose le problème de ses frontières par rapport au monde extérieur. Pas seulement parce que l'espace communautaire s'agrandit, et se rapproche au Sud des limites théoriques fixées par les géographes au continent. Mais aussi parce que les critères de l'euro-péanité s'étendent désormais à la politique, la sécurité, la culture. Alors que l'économie ouvrait l'espace européen sur le Sud, ces nouveaux critères participent à sa clôture.

Vis-à-vis du Sud, le processus européen est donc contradictoire : il fonctionne à la fois à l'expansion et à la frontière, à l'inclusion et à l'exclusion du Sud par le Nord. La Méditerranée devient à la fois zone d'influence de l'Europe et frontière identitaire.

D'un côté, l'espace méditerranéen est perçu comme une marche périphérique de l'Europe dont le contrôle conditionne sa prospérité et sa sécurité, dans un système mondial hiérarchisé et concurrentiel. On rêve à une vaste « région euro-méditerranéenne » qui serait un géant des relations économiques internationales, face à d'autres géants comme l'ALENA. On parle aussi de la Méditerranée comme d'une « nouvelle frontière » de l'Europe, en empruntant aux Américains leur mythe fondateur de la conquête de l'Ouest. Mais dans cette perspective, que faire des « Indiens », c'est-à-dire des Arabes ?

C'est là que le scénario euro-méditerranéen pose problème, car il fonctionne aussi à l'exclusion. Depuis que l'Europe a ouvert son projet unitaire et la définition de sa personnalité à d'autres facteurs que l'économie, la « frontiérisation » de l'espace européen au Sud amène à départager entre des civilisations, des systèmes politiques, des cultures, à l'intérieur d'une aire méditerranéenne tissée par de multiples liens.

Faute de pouvoir fonder cette construction de frontières identitaires sur la raison politique ou philosophique, sa légitimation est abandonnée à la pseudo-logique géographique. Celle-ci, en fait, laisse libre cours au déploiement des critères « culturels » : religieux, ethniques, bio-culturels, de différenciation entre « eux » et « nous ». Faute d'un énoncé politique clair (mais est-il possible en ce domaine ?), ce sont surtout des images réductrices de l'altérité qui tracent nos nouvelles frontières avec le monde extérieur et servent en retour de gangue à une vision sommaire de l'identité européenne. Si cette dialectique d'identité et d'altérité, d'agrégation et d'exclusion, est classique, son libre développement pose à l'Europe des problèmes majeurs, en raison de la dimension continentale du processus, de son inachèvement et du foisonnement des frontières d'altérité qui en découle. En outre, elle met à mal d'autres appartenances collectives : à l'heure de l'intégration européenne, qui se souvient encore — sinon les « sans-papiers » — de la Communauté franco-africaine, qui faisait l'objet, il y a seulement quarante ans, de tout un chapitre de notre Constitution ?

Aujourd'hui, être Européen, c'est accepter de façon implicite un *triple postulat politique* d'unité, de proximité et d'exclusion culturelles. L'unité culturelle (qui se présente en réalité comme un pluralisme convergent), c'est celle de l'Europe, reposant sur un patrimoine décrété commun, où se retrouvent pêle-mêle la musique, les beaux-arts, la littérature, les droits de

l'homme (et de la femme), la cuisine..., tout en passant sur les différences linguistiques, les barrières psychologiques et les autres formes d'incommunicabilité. La parenté, ou proximité culturelle, c'est celle affirmée, de façon variable, avec diverses autres sociétés industrielles (Amériques, anciens pays socialistes, voire Japon). Enfin, la différence culturelle qui fait évidence est bien sûr celle qui nous opposerait au monde arabo-musulman voisin, la notion de culture habillant ici des marqueurs ethniques et religieux qui ne servent pas seulement à désigner les « autres », mais aussi en retour nous-mêmes : l'Europe s'arrête où commencent les « autres ».

Malgré l'universalisme affiché des instances européennes, une vision confusément ethnique et religieuse de l'identité continentale tend ainsi aujourd'hui, *par défaut*, à s'imposer à nous, pour définir, par rapport au Sud et au monde musulman, une Europe plus blanche et chrétienne qu'elle n'a jamais été. Tout se passe comme si l'idéologie paneuropéenne se façonnait au miroir des visions les plus radicales du panarabisme, en lui empruntant certains de ses constituants et stéréotypes dans un curieux face-à-face identitaire où la menace de l'islamisme vient au secours de la construction mentale de notre frontière « culturelle ». Celle-ci se double bien sûr d'une frontière de niveau de vie, de co-prospérité, dressée entre l'espace européen et les sociétés qui en sont exclues, c'est-à-dire au premier rang nos voisins du Sud.

2. Un double discours de « frontière » et de « solidarité »

L'invention progressive de l'Europe comme espace humain, « culturel » et de prospérité, protégée par des frontières étanches (la « forteresse Europe »), transforme ainsi l'ouverture vers le Sud en vis-à-vis avec le monde arabo-musulman. Les deux ensembles, européen et arabo-musulman, semblent aujourd'hui constituer, l'un pour l'autre, le plus proche rapport à un monde différent, chacun construisant pour une part son identité par rapport à l'autre ensemble, et plus encore peut-être par rapport à l'image qu'il a de cette altérité, à l'intérieur d'une asymétrie globale au profit du Nord.

Cette situation, caractérisée par l'affichage des différences « culturelles », donne une tonalité particulière au renouveau de la « question méditerranéenne ». Celle-ci n'est plus formulée seulement en termes d'enjeu des grandes puissances, même si la guerre du Golfe et le conflit yougoslave ont rappelé avec force l'importance du paramètre américain dans la région. Malgré l'effort des hommes de culture, la Méditerranée est de plus en plus perçue comme un espace intermédiaire entre des mondes opposés. Les acteurs économiques et politiques la considèrent comme un champ de confrontations et d'échanges tout à la fois. Et le mot qui revient le plus souvent pour caractériser cette situation où la tension et la peur de l'autre investissent l'échange nécessaire, est celui de « frontière » ou de « nouveau *limes* ». Cette **frontière** est à géométrie variable.

D'une part, elle est mouvante selon la conjoncture des tensions et des conflits. Aujourd'hui, elle traverse l'ancienne Yougoslavie, ce qui n'était guère imaginable il y a dix ans, et à l'Est elle se prolonge au-delà du Bassin méditerranéen, le long de la nouvelle ligne de démarcation entre la Russie et ses marches musulmanes. D'autre part, cette frontière varie selon la nature des échanges entre le Nord et le Sud. Très perméable aux échanges économiques, assez favorable aux échanges culturels, malgré de nombreuses résistances, la frontière se fait de plus en plus étanche aux mobilités humaines et aux migrations.

Enfin, la frontière est à géométrie variable selon les acteurs. Elle n'a pas le même sens au Nord et au Sud, n'occupe pas la même place dans la recomposition des mythologies régionales. Elle n'a pas le même sens non plus dans chacun des sous-bassins méditerranéens. Ceci vaut enfin à l'intérieur de l'ensemble européen : les sociétés qui le composent ont chacune leur lien, plus ou moins attractif, à l'espace méditerranéen, ainsi que leur vision de la frontière méditerranéenne et du rapport à l'autre rive.

En contrepoint de cette réalité frontalière, et comme pour en refouler les effets pervers, s'est développé ou réactivé, depuis le milieu des années quatre-vingt, un contre-discours sur la **solidarité méditerranéenne**, tout particulièrement dans le bassin occidental. Illustrée par des centaines de colloques, de rencontres diplomatiques, de manifestations culturelles, de publications, cette solidarité est célébrée avec des mots (« voisinage », « dialogue », « rapport », « coopération », « partenariat »...) qui en fait, ne chassent pas l'idée de frontière. Il ne s'agit pas de préparer l'union, au sens fort du terme, d'un espace régional, mais d'abord d'exorciser des tensions.

Lorsqu'on analyse les propos échangés lors de ces multiples manifestations, on constate que quatre grands arguments de solidarité sont mis en avant pour justifier la collaboration entre les deux rives : la géographie, l'histoire — étroitement liée à la culture —, l'économie et enfin les échanges humains.

La solidarité, dite naturelle, de la géographie semble faire évidence quand on contemple sur une carte la « coque maternelle » que semblent dessiner les rivages du lac méditerranéen. Mais à ras de terre ou d'eau, les réalités sont plus prosaïques : la mer intérieure est autant fossé qu'espace de liaison, et c'est elle, notamment, qui a départagé durant plusieurs siècles les grandes zones d'influences religieuses.

Les arguments tirés de l'histoire sont plus solides, mais curieusement sélectionnés. Ils n'insistent guère sur les hégémonies politiques qui, sous Rome, sous les Khalifes et sous les Ottomans, puis sous la colonisation, ont partiellement ou totalement unifié la région. On oublie les Croisades, la « mer sarrasine », le « lac français », la mer britannique ou les ambitions italiennes. En revanche, la période andalouse est très fortement mise à contribution, ainsi que le siècle de Philippe II, popularisé par Braudel.

Or, le consensus sur l'Andalousie repose sur des ambiguïtés cultivées qui sont davantage révélatrices de nos attentes actuelles que d'une lecture fidèle des faits historiques. S'il est vrai que

certains lieux majeurs de la civilisation andalouse, en Espagne et en Sicile, ont constitué des pôles d'échanges culturels féconds avec la chrétienté, c'est cependant la logique d'affrontement qui l'a finalement emporté en 1492 sur ce dialogue fragile. L'invention — ou la réinvention — actuelle de la Méditerranée travaille ces faits à la manière d'un mythe. Elle reconstruit le passé en fonction des attentes du présent et déduit de ce passé recomposé un destin régional commun : la nouvelle Andalousie. Le dialogue perdu se trouve surdimensionné en quantité et en qualité. Hormis cette altération historique, propre à toute reconstitution mythique, le discours néo-andalou est triplement ambigu. D'une part, il fait passer au second plan les véritables solidarités historiques de la région, héritées de la colonisation, qui sont des *solidarités contradictoires* nourrissant tout à la fois l'attraction et le rejet. D'autre part, le mythe de l'Andalousie perdue et retrouvée n'a pas le même sens au Sud et au Nord. Pour les Européens, l'Andalousie perdue, c'est celle d'un espace de dialogue ; pour les Maghrébins, c'est le joyau de leur civilisation qui leur fait cruellement défaut dans les rapports avec l'Europe et avec l'Orient arabe. En troisième lieu enfin, cette forme de l'utopie méditerranéenne n'est pas fusionnaire. Elle exalte le dialogue entre des cultures posées comme fondamentalement différentes : ce n'est ni l'assimilation coloniale, ni l'affirmation d'une unité culturelle européenne ou arabe, mais une simple et passive cohabitation culturelle.

À côté des arguments géographiques et historiques, la « complémentarité économique » sert aussi à justifier la solidarité entre pays riverains de la Méditerranée. Mais cette « complémentarité » (nommée parfois « intégration ») reste globalement asymétrique : entre le Maghreb et l'Europe du Sud particulièrement, l'imbrication des économies s'avère très proche d'un rapport de dépendance. Le projet de création d'une zone de libre-échange méditerranéenne avalise cette inégalité, sans la réduire.

Le dernier argument invoqué en faveur de la solidarité régionale est l'existence autour de la Méditerranée d'un espace humain commun modelé par de mêmes comportements et des échanges multiples. C'est ici que la manipulation de l'idée méditerranéenne est la plus problématique : la Méditerranée des hommes n'est pas appelée à devenir, comme l'Europe, un espace de libre circulation des individus. En dépit de tout un passé qui a vu se multiplier les flux migratoires du Nord vers le Sud, puis du Sud vers le Nord, le mot d'ordre actuel est au contraire la fermeture des frontières du Nord pour résister au « défi démographique du Sud », désigné comme le principal élément d'insécurité régionale. Cette hantise d'une « invasion » humaine du Sud, perçue comme une menace bio-culturelle pour l'Europe, est devenue aujourd'hui le principal ressort des projets de coopération politique et économique régionale. Il s'agit de fixer les populations du Sud chez elles par une aide au développement et de compléter ce dispositif par une conférence sur la sécurité en Méditerranée.

Ainsi, l'exaltation de la solidarité méditerranéenne accompagne — ou compense ? — un profond mouvement de différenciation des sociétés, une différenciation qu'on nomme « culturelle » pour ne pas l'appeler ethnique, religieuse ou raciale. L'espace humain en Méditerranée n'est plus celui de l'« éternel méditerranéen » exalté par Camus, mais renvoie à une image de

mosaïque humaine compartimentée où l'on peut cohabiter à condition de rester chacun chez soi sans chercher à se mélanger. C'est la fin des sociétés « bâtardes » ou métisses, le conflit yougoslave faisant ici figure de modèle. Même la référence incantatoire aux « sociétés civiles », promues par la conférence de Barcelone au rang d'opérateurs des relations méditerranéennes, est travaillée par cette image de dangerosité humaine d'un Sud perçu comme profondément différent. Comme le mythe andalou, et comme la coopération, elle est une forme de réponse à la peur des « autres », une conjuration des menaces d'invasion, mais pas une remise en cause de la logique de développement séparé des espaces humains.

Tout ceci invite à ne pas considérer séparément les discours sur la « frontière » et sur la « solidarité » méditerranéennes. Ils constituent un ensemble contradictoire de représentations européennes du rapport avec le Sud qui sont pour une large part le produit de la construction de l'Europe. Celle-ci, malgré ses faiblesses internes, et malgré le poids de l'influence américaine en Méditerranée, reste la principale dynamique institutionnelle, économique et identitaire, à l'œuvre dans la région, une dynamique beaucoup plus puissante que celle émanant d'un monde arabo-musulman divisé et parcouru par des processus identitaires qui n'ont plus ou pas encore une surface internationale équivalente à celle des processus européens. Aujourd'hui en Méditerranée, c'est bien la dynamique européenne qui fabrique massivement de la « frontière » et des espaces-frontières, comme lieux imaginaires du rapport entre « nous » et les « autres », même si au Sud les mouvements islamistes contribuent eux aussi activement à cette dialectique.

3. Les risques du système « euro-méditerranéen »

Embrasser l'ensemble du processus contradictoire de « frontiérisation » suscité par la construction européenne — c'est-à-dire tout à la fois l'affirmation d'une frontière méditerranéenne et l'exaltation compensatoire de la solidarité entre les deux rives — amène à raisonner non en termes de *limes* mais plutôt de système frontalier complexe et mouvant. Ce *système frontalier euro-méditerranéen* articule différents types de frontières, de réseaux frontaliers et d'espaces-frontières qui stratifient et travaillent aujourd'hui la représentation européenne du rapport avec le Sud.

1 — Il y a d'abord la *frontière politique* proprement dite de l'Union européenne, qui pour l'instant englobe tout l'arc latin et la Grèce, mais pas les Balkans. Tout objective qu'elle soit, cette frontière ne définit pas un ensemble absolument homogène puisqu'elle réserve aussi des espaces différenciés à l'intérieur de l'ensemble européen : celui délimité par les frontières internes de Schengen ou l'espace restreint imaginé pour l'Europe monétaire (tous deux extensions du « noyau » fondateur franco-allemand).

2 — Une seconde ligne est la *limite* « naturelle » de l'Europe tracée par les *géographes*. Elle fait fonction aujourd'hui de critère d'évidence commode pour les acteurs politiques : les États

situés à l'intérieur de cette limite ont vocation à appartenir à l'ensemble européen, au prix de certaines exigences démocratiques. Les autres en sont *a priori* exclus et renvoyés à un statut d'associés.

3 — À cette frontière géographique, se superpose plus ou moins fidèlement une *frontière culturelle* « naturelle » ou anthropologique, rarement explicitée, mais vivace dans le sens commun et ses résonances politiques : il s'agit d'une Europe ethno-religieuse, majoritairement blanche et chrétienne, héritée des temps précoloniaux. Si cette frontière où le culturel habille le racial et le religieux, n'est pas dicible positivement, elle se révèle en négatif, par affichage chez les autres de ce qui les différencierait de notre « civilisation » moderne : fatalisme religieux, statut de la femme, absence d'esprit d'entreprise...

Cette première perception de la frontière culturelle est pondérée par une frontière culturelle « acquise », c'est-à-dire fruit d'une histoire récente, essentiellement coloniale et post-coloniale. La plus récente manifestation en est l'accroissement de la zone de réception des paraboles, repoussant sans cesse vers le Sud la « frontière » audiovisuelle de l'Europe. Cette frontière culturelle acquise est la limite des mouvances culturelles réelles, celle qui traverse aujourd'hui les sociétés maghrébines (un leader islamiste algérien refusait il y a quelques années de circuler en Kabylie, sous prétexte qu'elle appartenait à l'Occident), et celle qui, au nord de la Méditerranée, isolerait du reste du tissu social certaines banlieues, terres d'immigration, où fleurissent d'autres paraboles.

Les réalités culturelles sont évidemment plus complexes, l'histoire des deux derniers siècles n'ayant pas seulement tracé des frontières symboliques, mais aussi construit tout un univers mental commun entre le sud de l'Europe et le Maghreb, un espace de références partagées dans lequel s'inscrivent les attractions comme les répulsions, ainsi que nombre de comportements culturels. Ce jeu à double ou triple registre des frontières et des espaces culturels est aujourd'hui crucial. Il tend à surdéterminer toutes les autres perceptions de la frontière méditerranéenne, particulièrement en matière de sécurité.

4 — Le discours sur les limites méditerranéennes de la sécurité de l'Europe mobilise à son tour des considérations diverses. Au sens militaire du terme, la sécurité en Méditerranée est liée aux conflits chauds ou tièdes qui s'y développent (Moyen-Orient, Balkans) et aux menaces militaires susceptibles de peser sur l'Europe (dissémination nucléaire, accès au pouvoir des islamistes). Les militaires sont les seuls à parler d'« ennemi » potentiel pour désigner la menace qui viendrait d'outre-Méditerranée. De leur point de vue, la marge de sécurité de l'Europe dont les intérêts rejoindraient ici ceux des États-Unis, s'étendrait largement au sud de la Méditerranée. Mais il y a aussi un autre discours, dominant aujourd'hui, sur la sécurité en Méditerranée : celui, on l'a vu, qui se fixe sur la menace que le fort déséquilibre démographique entre le Sud et le Nord ferait peser sur l'Europe.

Derrière les scénarios de croissance des populations, dont nul ne peut garantir la réalisation certaine, l'épouvantail démographique rappelle les peurs qui sévissaient autrefois dans les

rappports franco-allemands, quand les deux sociétés se mesuraient l'une à l'autre, en termes de puissance vitale et d'ambition à occuper ou défendre un espace correspondant. Aujourd'hui comme hier, la question — en apparence objective — de la démographie se charge de connotations politico-psychologiques (« déséquilibre », « menace », « revanche » démographiques) et culturelles au sens le plus primaire du terme (reproduction ou décadence « naturelle » d'une société, peur d'un « déferlement » de peuples prolifiques sur notre civilisation vieillissante). Le croisement de ces « faits » démographiques avec des observations ethniques et religieuses fonde aujourd'hui nombre de considérations géopolitiques qui consignent sur des cartes trop parlantes, les frontières « naturelles » entre les sociétés et l'inclusion ou l'exclusion des populations dans un espace. Si aujourd'hui la peur démographique des autres ne sévit plus à l'intérieur de l'Europe, ce n'est pas seulement parce que les taux de croissance démographique se sont rapprochés, c'est surtout parce que les sociétés concernées ont cessé de se sentir mutuellement différentes et menaçantes les unes par rapport aux autres. Avec le Sud, en revanche, le sentiment d'antagonisme culturel élémentaire s'est accusé, exacerbant cette obsession du déferlement démographique, dont les débats internes sur l'intégration des immigrés du Maghreb ne sont qu'une variante.

L'agitation de la menace démographique du Sud renforce donc une frontière des peuples en Méditerranée, tout en désignant un espace humain où le déséquilibre démographique pourrait se révéler dangereux pour l'Europe. À côté de l'espace de sécurité proprement militaire, il y aurait ainsi un *espace non-dit de sécurité démographique* de l'Europe qui engloberait toute la rive sud de la Méditerranée, mais viserait en premier lieu le Maghreb : dans cet espace, dont les limites précises restent floues, l'Europe ne se considère pas comme indifférente à la croissance démographique et entend influencer sur son contrôle.

5 — Contrastant avec les non-dits des espaces frontaliers de sécurité, la marche méditerranéenne de l'Europe la plus repérable, car la plus explicitement et la plus fréquemment revendiquée, c'est sa zone d'influence économique. Ici encore, frontière et mouvance sont deux notions étroitement imbriquées. D'une part, la frontière de l'Europe délimite et protège un espace de prospérité économique, une grande Suisse à l'échelle continentale. Mais, d'autre part, la Méditerranée dans son ensemble est considérée comme une zone d'influence économique de l'Union européenne, dans le cadre d'une concurrence larvée avec les États-Unis. Déjà esquissée depuis vingt ans, à travers la « politique méditerranéenne » de la Communauté, la constitution de la Méditerranée en *marche* économique de l'Europe est au cœur du processus de Barcelone. Toutefois, la zone de libre-échange — qui exige la « mise à niveau » des entreprises du Sud — n'a pas vocation à devenir un espace humain et social commun. C'est plutôt, dans la logique actuelle de mondialisation, un palier différentiel entre une « zone de prospérité » du Nord et un Sud appelé à rester plus pauvre.

6 — La Conférence de Barcelone a par ailleurs donné une forme de reconnaissance à un autre espace frontière méditerranéen, plus politique, qu'on pourrait appeler *l'espace public*

(euro) méditerranéen. Le recours à une notion volontairement ambivalente permet de souligner deux caractéristiques de cet ensemble : d'une part, il s'agit plus d'un espace de débat — la Déclaration de Barcelone parle de « cadre permanent de dialogue » — que d'intégration ; d'autre part, cet espace euro-méditerranéen est conçu par les Européens comme un régionalisme international de second rang, articulé à l'ensemble européen, sécant avec lui et n'existant que par lui. C'est un régionalisme « périphérique » de l'Europe qui fonctionne comme espace transitionnel entre celle-ci et un monde arabo-musulman « différent ». Mais ce n'est pas l'« inter-région » qu'avait appelée de ses vœux Edgar Pisani.

Ce qui se met en place sous les mots de « partenariat » ou de « forum » euro-méditerranéen est un pseudo-régionalisme dépendant, auquel sont invités à adhérer les pays du Sud, aux conditions (libéralisme économique, respect de certains standards politiques) fixées par l'Union européenne. La préparation de la conférence de Barcelone en 1995 et le processus d'élaboration de sa Déclaration finale ont montré l'asymétrie des partenaires dans cette tentative de formuler ensemble le destin du Bassin méditerranéen. L'asymétrie se lit aussi dans le recours à des procédures informelles (les « forums ») et dans la mobilisation systématique d'acteurs non étatiques (mais souvent para-publics) pour exprimer ou faire avancer le projet politique euro-méditerranéen. Ces pratiques inhabituelles du jeu diplomatique ne sauraient caractériser un vrai régionalisme : l'espace euro-méditerranéen n'en est qu'une image affaiblie et *sui generis*.

La construction confuse par l'Europe de sa *marche* méditerranéenne reflète bien l'ambiguïté de son rapport au Sud et renvoie au processus d'inclusion-exclusion évoqué plus haut. Ce processus suscite de nombreux effets pervers sur la rive sud, car il prend au piège tout un ensemble de sociétés qui sont tout à la fois attirées et rejetées par la dynamique européenne. On ne peut écarter l'hypothèse que cette situation soit porteuse de graves risques pour la région, quand on considère le contraste entre la paix régnant aujourd'hui dans l'espace communautaire, et la guerre et la tension qui semblent devenues la règle dans le glacis méditerranéen de l'Europe. Quelles que soient ses causes, le désordre méditerranéen actuel ne peut qu'être accentué par les effets du processus de construction européen et par l'instauration d'une frontière symbolique, de plus en plus sensible, avec le Sud.

Comment des sociétés méditerranéennes prises dans l'orbite de développement de l'Europe, attirées par ses modèles de consommation et soumises aussi largement à son influence culturelle, pourraient-elles subir passivement ce rejet hors de l'espace et du temps européen, alors que tout un passé récent (colonial, puis développementiste) leur a tenu un autre discours ? Ceci vaut tout particulièrement pour le Maghreb dont on rappelait au départ combien il est travaillé par ce rapport culturel avec l'Europe, soit en l'assumant, soit en le rejetant, ce qui au total n'est pas fondamentalement différent.

Quelle que soit la volonté de construire l'Europe, il est périlleux de ne retenir comme proximités culturelles que celles qui nous relient aux autres Européens, en rejetant dans le monde des différences irréductibles des sociétés qui sont à notre fenêtre, à défaut d'être à notre porte. Le postulat de communauté culturelle de l'Europe barbarise des sociétés qui nous sont

proches à beaucoup d'égards. La réalité des échanges et des croisements culturels devrait inviter à plus de réserve dans la façon de tracer ainsi les frontières identitaires, car le risque est grand qu'une logique de type yougoslave finisse par s'imposer à l'échelle méditerranéenne, taillant dans ce qui reste d'espaces humains et culturels composites. Aucun mythe andalou de cohabitation culturelle ne pourrait désarmer les tensions qui en suivraient.

La question de la frontière méditerranéenne n'est donc pas accessoire dans la formulation du destin de l'Europe. Plus que toute autre relation extérieure, le voisinage avec le monde arabo-musulman invite à choisir entre deux modèles fondamentalement différents du projet européen : ou bien construire une forteresse de prospérité repliée sur son patrimoine humain, économique et culturel et protégée des menaces potentielles du Sud par des barrières infranchissables ; ou bien, à l'opposé, revenir au pari d'une « Europe sans rivages », préfigurant une autre organisation du monde, qui intégrerait réellement les pays du Sud dans une prospérité partagée.

Le premier modèle semble correspondre à la pente actuelle des choses et s'incarner notamment dans une politique de sécurité commune. Mais c'est le second qui, en renouant avec le débat des années soixante sur le « village mondial », paraît plus apte à gérer l'avenir de l'espace méditerranéen. Il consiste à penser l'Europe moins comme un repli continental que comme un régionalisme ouvert, et moins comme une finalité identitaire que comme une utopie universaliste. Sans doute une telle vision de la « mission de l'Europe » (H. Elsenhans) heurte-t-elle aujourd'hui la représentation dominante de la réalité internationale. Elle constitue pourtant le seul scénario réaliste d'une dynamique de recomposition du monde susceptible de dépasser les contradictions explosives d'une mondialisation qui se veut celle des biens, mais pas celle des hommes.

NOTES

1. PERROUX, F., *L'Europe sans rivages*, Paris, Presses Universitaires de France, 1954.